



Commission économique pour l'EuropeComité directeur des capacités
et des normes commerciales**Huitième session**

Genève, 26 et 27 (matin) juin 2023

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Études de pays : Kirghizistan et République de Moldova**Étude de la Commission économique pour l'Europe
sur les obstacles réglementaires et procéduraux
au commerce au Kirghizistan : grandes lignes
et conclusions préliminaires*****Document soumis par le secrétariat***Résumé*

À la septième session du Comité directeur des capacités et des normes commerciales, la délégation du Kirghizistan a demandé un appui en matière de renforcement des capacités afin de mieux exploiter le potentiel des exportations agricoles du pays. En réponse à cette demande, la Commission économique pour l'Europe (CEE) a entrepris une étude sur les obstacles réglementaires et procéduraux au commerce (étude ORPC) axée sur le secteur agricole. Cette étude, lancée en février 2023, s'articule autour de trois aspects fondamentaux : les marchés d'exportation actuels et potentiels, l'analyse des processus métier et les normes de qualité. Elle se concentrera sur quatre produits spécifiques : 1) les abricots séchés ; 2) les pruneaux ; 3) les haricots secs ; et 4) l'eau en bouteille.

Les conclusions visent à aider le Kirghizistan à faciliter le commerce international en améliorant l'efficacité des procédures liées au commerce, ce qui lui permettra de tirer davantage profit des opportunités de croissance et de réaliser les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition de la CEE.



I. Introduction

1. Le Kirghizistan est un pays enclavé à revenu intermédiaire inférieur. Il est riche en ressources naturelles (minéraux, forêts, terres arables et pâturages) et dispose d'un potentiel agricole important.
2. Le PIB par habitant du pays s'élevait à 1 430 dollars des États-Unis en 2022. Il a connu une croissance régulière ces dernières années, même s'il reste inférieur à celui de la majorité des pays voisins d'Asie centrale.
3. Les trois principales industries sont l'exploitation minière, le textile et l'agriculture, mais les technologies de l'information et les énergies renouvelables affichent également des taux de croissance prometteurs¹. En raison de sa situation géographique et des liens historiques et linguistiques qui les unissent, la Chine, la Fédération de Russie, le Kazakhstan et la Türkiye sont les principaux partenaires commerciaux du pays². Les envois de fonds, qui représentent 30 % du PIB, jouent également un rôle important dans l'économie locale³.
4. En décembre 1998, le Kirghizistan a été le premier État successeur de l'Union soviétique à adhérer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il a ratifié l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC le 6 décembre 2016 et est engagé dans le processus d'adhésion à l'Accord plurilatéral sur les marchés publics (il a le statut d'observateur auprès du Comité des marchés publics). Le Kirghizistan est membre de plusieurs groupes de l'OMC, notamment le groupe des Membres relevant de l'article XII et le groupe des économies en transition à faible revenu. Il participe aux débats organisés dans le cadre de nouvelles initiatives plurilatérales sur des thèmes transversaux en application de la Déclaration ministérielle conjointe, notamment des initiatives conjointes sur la facilitation de l'investissement pour le développement et sur les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) depuis 2017⁴, ainsi que de l'initiative conjointe sur le commerce électronique depuis février 2023⁵.
5. L'intégration régionale est également une priorité pour le Kirghizistan, qui a conclu des accords commerciaux bilatéraux avec, entre autres, l'Arménie⁶, le Kazakhstan⁷, la République de Moldova⁸, l'Ukraine⁹ et l'Ouzbékistan¹⁰. Depuis 2015, l'une des principales orientations de la politique commerciale du Kirghizistan est donnée par le processus d'intégration économique régionale avec l'Arménie, le Bélarus, le Kazakhstan et la Fédération de Russie dans le cadre de l'Union économique eurasiatique (UEE). De ce fait, un certain nombre de lois et de règlements ont été adoptés, et des amendements ont été apportés à la législation existante, afin d'harmoniser la législation nationale avec le droit de l'UEE.
6. L'intégration commerciale bilatérale avec l'Union européenne (UE) a été renforcée. L'UE et le Kirghizistan ont négocié un accord de partenariat et de coopération renforcé (APCR), qui devrait être signé en 2023¹¹. En outre, le Kirghizistan est l'un des partenaires de la nouvelle stratégie de l'Union européenne pour l'Asie centrale intitulée « L'UE et l'Asie centrale : de nouvelles opportunités pour un partenariat renforcé », adoptée en 2019¹².

¹ Voir <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/kyrgyz-republic-market-overview>.

² Voir <https://wits.worldbank.org/CountrySnapshot/en/KGZ>.

³ Voir <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS?locations=KG>.

⁴ Voir https://www.wto.org/english/tratop_e/invfac_public_e/invfac_e.htm. Voir également <https://www.iisd.org/publications/joint-statement-micro-small-medium-sized-enterprises>.

⁵ Voir https://www.wto.org/english/tratop_e/ecom_e/joint_statement_e.htm.

⁶ Voir le document WT/REG114/1 de l'OMC du 16 janvier 2001.

⁷ Voir le document WT/REG81/1 de l'OMC du 29 septembre 1999.

⁸ Voir le document WT/REG76/1 de l'OMC du 15 juin 1999.

⁹ Voir le document WT/REG74/1 de l'OMC du 15 juin 1999.

¹⁰ Voir le document WT/REG75/1 de l'OMC du 15 juin 1999.

¹¹ Voir <https://interfax.com/newsroom/top-stories/87046/>.

¹² Voir <https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/EU-Central%20Asia%20relations%20factsheet.pdf>.

7. Le Kirghizistan bénéficie également de plusieurs Systèmes généralisés de préférences (schémas SGP) accordés par le Canada, les États-Unis d'Amérique, le Japon, la Norvège, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suisse, la Türkiye, et l'Union européenne¹³.

8. Le Kirghizistan collabore depuis longtemps avec la CEE sur les questions liées au commerce. Il a été l'un des premiers pays à bénéficier d'une aide au renforcement des capacités et a fait l'objet d'un examen dans le cadre de l'étude ORPC de la CEE en 2015¹⁴. Pour faire suite à cette étude, la CEE, en collaboration avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), a contribué à l'élaboration d'une base de données sur les mesures non tarifaires au Kirghizistan. Cette base de données, présentée à la septième session du Comité directeur (ECE/CTCS/2022/2)¹⁵, a été incorporée au Système d'analyse et d'information sur le commerce (TRAINS) de la CNUCED. La CEE a également mené des activités de renforcement des capacités dans d'autres domaines, et a notamment : i) contribué à l'élaboration du document d'orientation national sur la facilitation du commerce du Kirghizistan pour la période 2021-2025¹⁶ ; ii) soutenu le Centre des partenariats public-privé (PPP) du Kirghizistan¹⁷ ; iii) fourni une assistance à l'Agence nationale de la propriété intellectuelle et de l'innovation du Kirghizistan, Kyrgyzpatent, pour l'élaboration du document d'orientation relatif au développement de l'écosystème de l'innovation du Kirghizistan en 2021¹⁸.

II. Contexte et grandes lignes de l'étude ORPC

9. En octobre 2021, le Gouvernement a adopté un nouveau programme de développement à moyen terme pour la période 2021-2026¹⁹, qui s'inscrit dans la stratégie de développement à long terme du pays jusqu'en 2040²⁰. Ce programme vise à améliorer le bien-être de la population en réalisant les principaux objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Pour ce faire, il s'appuie sur des objectifs ambitieux de réforme structurelle visant à renforcer la gouvernance et l'état de droit, à développer des infrastructures clés pour accélérer la transition numérique et améliorer les conditions de l'activité commerciale pour favoriser la croissance du secteur privé, ainsi qu'à promouvoir une économie verte. Le Gouvernement a également élaboré en parallèle un programme de développement de l'économie verte pour la période 2019-2023, dont l'objectif est de mettre en place un cadre pour la transition écologique qui mobilise les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et de l'industrie²¹. L'amélioration de la capacité d'exportation du pays est l'un des principaux piliers de ces stratégies ainsi que du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2023-2027 pour le Kirghizistan²².

¹³ Voir <http://ptadb.wto.org/Country.aspx?code=417>.

¹⁴ Voir https://unece.org/DAM/trade/Publications/ECE_TRADE_412E-Kyrgyzstan.pdf.

¹⁵ Cette base de données réunit tous les types de mesures non tarifaires en un lieu unique, ce qui facilite le maintien de la transparence et permet de comparer les modèles de réglementation entre les pays. Voir <https://unctad.org/news/kazakhstan-and-kyrgyzstan-strengthen-trade-competitiveness>.

¹⁶ Voir <https://unece.org/trade/publications/national-trade-facilitation-roadmap-kyrgyz-republic-2021-2025-ecetrade464>.

¹⁷ Voir <https://unece.org/circular-economy/news/kyrgyzstan-promotes-usd-12-billion-public-private-partnerships-project>.

¹⁸ Voir <https://unece.org/economic-cooperation-and-integration/news/roadmap-develop-innovation-ecosystem-kyrgyzstan>.

¹⁹ Voir <http://en.kabar.kg/news/kyrgyzstan-adopts-national-development-program-until-2026/>.

²⁰ Voir

[https://policy.thinkbluedata.com/sites/default/files/National%20Development%20Strategy%20of%20the%20Kyrgyz%20Republic%20for%202018-2040%20\(EN\).pdf](https://policy.thinkbluedata.com/sites/default/files/National%20Development%20Strategy%20of%20the%20Kyrgyz%20Republic%20for%202018-2040%20(EN).pdf).

²¹ Voir <https://www.switchtogreen.eu/green-and-circular-growth-a-uniting-vision-for-the-kyrgyz-republic/>.

²² Voir https://minio.dev.devqube.io/uninfo-production-main/984198ab-5bd3-492f-8d5b-c3b6cbde2bcc_ENG_Kyrgyzstan_UNSDCF_2023-27_FINAL_signed_clean.pdf.

10. Le développement des opérations de commerce extérieur des entreprises nationales est une priorité. Pour y parvenir, il convient de simplifier et de faciliter les procédures, de les accélérer et de réduire les coûts des opérations d'import-export. En outre, les stratégies existantes visent à améliorer l'infrastructure nationale, notamment les points de passage des marchandises, les autoroutes, les systèmes d'information et les services de maintenance, dans le but de faire du Kirghizistan le chef de file des pays d'Asie centrale pour ce qui est de la liberté des échanges et de la qualité de la facilitation des échanges. L'un des objectifs du Kirghizistan est de s'imposer à terme comme le principal fournisseur de produits agricoles biologiques de haute qualité et respectueux de l'environnement²³.

11. Lancée en février 2023, dans le cadre du projet intitulé « Promotion de chaînes de valeur résilientes, diversifiées et durables dans la région eurasiatique après la pandémie de COVID-19 » (E378), financé par des fonds extrabudgétaires, l'étude contribuera à améliorer les opportunités d'exportation pour quatre produits agricoles du Kirghizistan. Les produits suivants ont été sélectionnés en consultation avec le Gouvernement kirghize :

- Abricots séchés et pruneaux²⁴. Ces produits présentent un potentiel d'exportation prometteur pour le pays, qui doit diversifier ses destinations d'exportation ;
- Haricots secs. Ce produit joue un rôle important dans l'économie nationale et offre un potentiel d'augmentation des exportations, y compris vers l'Union européenne ;
- Eau en bouteille. Ce secteur devrait connaître une croissance en volume entre 2023 et 2027²⁵.

12. La première partie de l'étude comprendra un profil commercial détaillé de chaque produit, ainsi qu'un panorama des exportations et des importations mondiales, des tendances et des prévisions concernant la demande. On trouvera dans cette section un bref aperçu du régime commercial, dans lequel les mesures tarifaires et non tarifaires liées à ces produits dans le cadre de l'OMC et des accords commerciaux régionaux seront passées en revue.

13. Dans la deuxième partie, une vue d'ensemble des procédures et processus commerciaux relatifs aux exportations vers certains marchés sera présentée. Une analyse des processus métier²⁶ permettra de décrire les étapes, les prescriptions et la réglementation à appliquer pour l'exportation des produits sélectionnés et de recenser les goulets d'étranglement et les procédures chronophages. On y trouvera également des recommandations pour la simplification des procédures conformément à l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, en tenant compte des recommandations et des normes du Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU). L'objectif de l'analyse des processus métier est de recenser et d'analyser les processus commerciaux utilisés actuellement au niveau international et de contribuer à l'élaboration de recommandations dans ce domaine²⁷.

²³ Voir

[https://policy.thinkbluedata.com/sites/default/files/National%20Development%20Strategy%20of%20the%20Kyrgyz%20Republic%20for%202018-2040%20\(EN\).pdf](https://policy.thinkbluedata.com/sites/default/files/National%20Development%20Strategy%20of%20the%20Kyrgyz%20Republic%20for%202018-2040%20(EN).pdf).

²⁴ Le Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles de la CEE (WP.7) élabore des normes visant à faciliter le commerce international des fruits et légumes frais, des fruits séchés et des fruits à coque, y compris, entre autres, des pruneaux et des abricots séchés, encourageant ainsi une production de produits de qualité, améliorant la rentabilité des producteurs et protégeant les intérêts des consommateurs. Voir la norme CEE-ONU DDP-07 concernant la commercialisation et le contrôle de la qualité commerciale des pruneaux (2021), et la norme CEE-ONU DDP-15 concernant la commercialisation et le contrôle de la qualité commerciale des abricots séchés (2016), disponibles à l'adresse suivante : <https://unece.org/trade/wp7/DDP-Standards>.

²⁵ Voir <https://www.statista.com/outlook/cmo/non-alcoholic-drinks/bottled-water/worldwide>.

²⁶ Des exemples d'analyse de processus métier effectués par la CEE pour le Kirghizistan sont disponibles à l'adresse suivante : <https://unece.org/trade/publications/national-trade-facilitation-roadmap-kyrgyz-republic-2021-2025-ecetrade464>.

²⁷ Les analyses des processus métier seront effectuées en appliquant la méthode élaborée par le Réseau d'experts des Nations Unies pour le commerce sans papier en Asie-Pacifique (UNNEXt) établi par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et la CEE en 2012. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unescap.org/resources/business-process-analysis-guide-simplify-trade-procedures>.

14. La dernière partie portera sur le respect des normes de qualité internationales, qui constitue l'un des principaux obstacles à l'accroissement des exportations. La CEE évaluera l'efficacité des procédures mises en place dans le pays pour garantir la qualité. Une attention particulière sera accordée aux prescriptions en matière de normalisation, en tenant compte des marchés d'exportation actuels et potentiels, et à la conformité des produits kirghizes à ces prescriptions. La CEE examinera la situation de plusieurs microentreprises et petites et moyennes entreprises afin de recenser les difficultés rencontrées. Des recommandations seront formulées conformément aux directives élaborées par la CEE dans le cadre de son programme sur les normes de qualité des produits agricoles (c'est-à-dire du Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles de la CEE) ainsi qu'aux directives émises en collaboration avec le Groupe de travail pour l'Asie centrale (initiative régionale), qui apporte un appui continu à la CEE en Asie centrale.

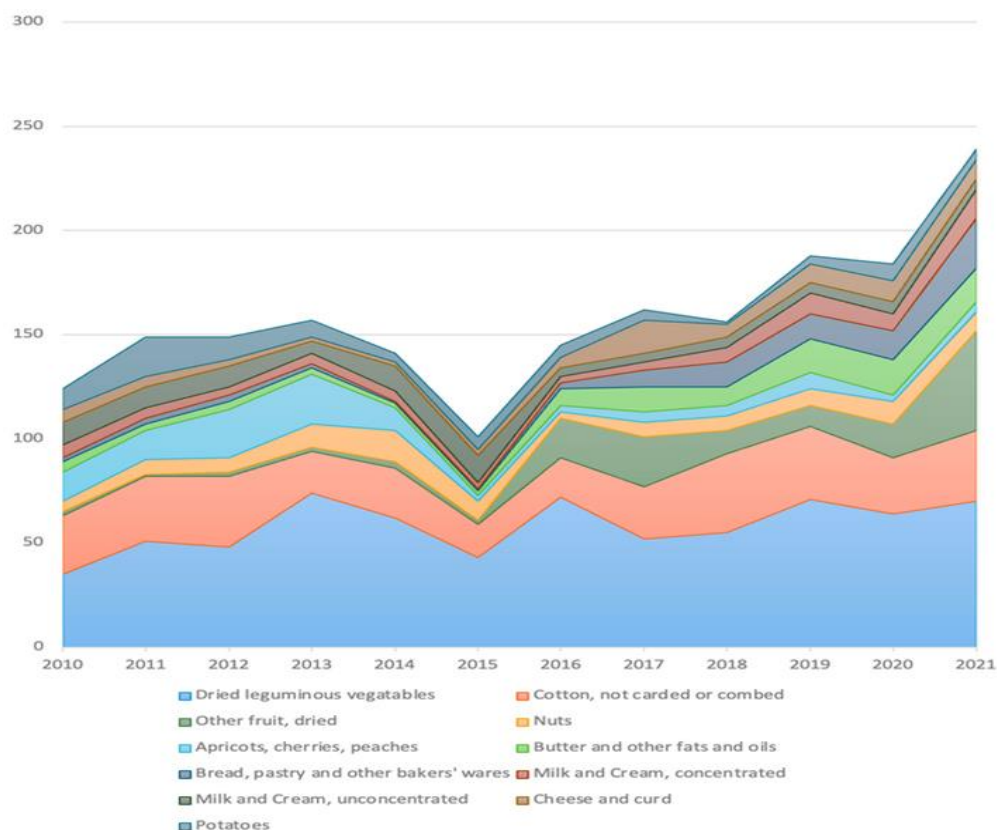
III. Premiers résultats

15. L'étude a été lancée en février 2023. En avril 2023, on ne disposait que de résultats préliminaires, concernant uniquement les fruits séchés (les pruneaux) et les légumes à coque secs (haricots secs).

A. Potentiel d'exportation du secteur agricole

16. Deuxième secteur d'activité le plus important de l'économie kirghize, l'agriculture représentait environ 15 % du PIB en 2021. Environ 13 % des terres agricoles du pays (1,4 million d'hectares) sont classées dans la catégorie des terres arables. Les produits agricoles ayant le plus de valeur sont le bétail et la volaille, le lait cru, les légumes, les céréales, les légumineuses et la pomme de terre. En volume de production, les principales cultures sont la pomme de terre, les légumes, la betterave sucrière, le maïs, le blé et l'orge. Les principales exportations agricoles du pays sont les légumes à coque secs, le coton, les fruits séchés, les fruits en coque et le beurre (voir ci-après). La plus grande partie des exportations agricoles est destinée à la Fédération de Russie, au Kazakhstan et à la Türkiye.

Principales exportations agricoles (en millions de dollars des États-Unis), 2010-2021



Source : ECE, d'après les statistiques de la base de données Trade Map du Centre du commerce international (CCI).

17. L'augmentation de la demande mondiale de fruits séchés et de légumes secs a ouvert des perspectives prometteuses pour la production et l'exportation de ces produits. La sensibilisation croissante des consommateurs aux avantages de ces produits pour la santé peut contribuer à leur attractivité à long terme (par exemple, les fruits séchés sont appréciés pour leur faible teneur en sucre, alors que les légumes à coque secs, y compris les haricots secs, sont largement utilisés comme source de protéines d'origine végétale). La consommation mondiale de ces produits a atteint son apogée en 2019, avant la pandémie de COVID-19, et devrait connaître une forte croissance dans les années à venir²⁸.

18. En 2021, on constatait une augmentation de 25 % des exportations de légumes à cosse secs (la première exportation du Kirghizistan en valeur) depuis 2017, destinées principalement à la Türkiye (30 % de la totalité des produits kirghizes), à l'Afghanistan (17 %) et à la Serbie (12 %). Les haricots secs constituent la plus grande part des produits de cette catégorie, soit 56 % de la totalité des exportations de légumes à cosse secs. Le principal marché des haricots secs kirghizes est la Türkiye (30 % des exportations), mais les exportations ont progressivement augmenté vers l'Europe du Sud-Est (c'est-à-dire la Serbie (20 %)), la Macédoine du Nord (8 %), la Bulgarie (7 %) et la Fédération de Russie (15 %) (voir tableau 1).

²⁸ Voir [https://www.globenewswire.com/news-release/2023/01/30/2597230/0/en/Dehydrated -Vegetables-Market-to-Hit-USD-9-19-Billion-by-2029-At-a-CAGR-of-7-07.html](https://www.globenewswire.com/news-release/2023/01/30/2597230/0/en/Dehydrated-Vegetables-Market-to-Hit-USD-9-19-Billion-by-2029-At-a-CAGR-of-7-07.html).
Voir également <https://www.fortunebusinessinsights.com/industry-reports/dry-fruits-market-100544>.

Tableau 1
Valeurs et destinations des exportations de légumes à cosse secs (code SH 0713) en 2021

Code SH	Dénomination du produit	Montant des exportations en 2021	Part dans les exportations de légumes à coque secs (en %)	Trois principales destinations d'exportation et part des exportations
0713	Légumes à cosse secs, écosés, même décortiqués ou cassés	69 937	-	Türkiye (39 %) Afghanistan (14 %) Serbie (11 %)
071333	Haricots communs 'Phaseolus vulgaris', secs, écosés, même décortiqués ou cassés	39 449	56,41	Türkiye (33 %) Serbie (20 %) Fédération de Russie (15 %)
071310	Pois 'Pisum sativum', secs, écosés, même décortiqués ou cassés	12 008	17,17	Afghanistan (99 %) Kazakhstan (1 %)
071332	Haricots 'petits rouges' [haricots Adzuki] 'Phaseolus ou Vigna angularis', secs, écosés, même décortiqués ou cassés	8 158	11,66	Türkiye (76 %) Inde (8 %) Ouzbékistan (6 %)
071320	Pois chiches, secs, écosés, même décortiqués ou cassés	5 750	8,22	République arabe syrienne (97 %) Türkiye (2 %) Tadjikistan
071340	Lentilles, séchées, écosées, même décortiquées ou cassées	2 893	4,14	Türkiye (47 %) Azerbaïdjan (26 %) Géorgie (7 %)
071339	Haricots [Vigna spp., Phaseolus spp.], secs, écosés, même décortiqués ou cassés	1 678	2,40	Fédération de Russie (99 %) Kazakhstan (1 %)

Source : CEE, d'après les statistiques de la base de données Trade Map du Centre du commerce international (CCI).

19. Les exportations de fruits séchés ont également connu une forte croissance pendant la même période (2017 à 2021). Elles sont principalement destinées à la Fédération de Russie, suivie de l'Allemagne et de la Türkiye (voir le code SH 0813 dans le tableau 2).

Tableau 2
Valeurs et destinations des exportations de fruits séchés (code SH 0813) en 2021

Code SH	Dénomination du produit	Montant des exportations en 2021	Part dans les exportations de fruits séchés (en %)	Trois principales destinations d'exportation et part des exportations
0813	Abricots, pruneaux, pommes, pêches, poires, papayes, tamarins et autres fruits comestibles, séchés	4 8176	-	Fédération de Russie (95 %) Allemagne (2,5 %) Türkiye
081340	Pêches, poires, papayes, tamarins et autres fruits comestibles, séchés (sauf fruits à coque, ...)	3 5165	72,99	Fédération de Russie (99 %) Émirats arabes unis Kazakhstan
081310	Abricots, séchés	9 755	20,25	Fédération de Russie (98 %) Ukraine Azerbaïdjan
081330	Pommes, séchées	1 863	3,87	Allemagne (47 %) Fédération de Russie (39 %) Türkiye (12 %)
081350	Mélanges de fruits séchés comestibles ou de fruits à coques comestibles	919	1,91	Fédération de Russie (97 %) Mongolie Kazakhstan

<i>Code SH</i>	<i>Dénomination du produit</i>	<i>Montant des exportations en 2021</i>	<i>Part dans les exportations de fruits séchés (en %)</i>	<i>Trois principales destinations d'exportation et part des exportations</i>
081320	Pruneaux, séchés	474	0,98	Allemagne (45 %) Türkiye (17 %) Ukraine (15 %)

Source : CEE, d'après les statistiques de la base de données Trade Map du Centre du commerce international (CCI).

20. Les priorités de la politique du Gouvernement en matière d'agriculture sont les suivantes : 1) augmenter les aides publiques aux producteurs nationaux de produits agricoles à forte valeur ajoutée, 2) garantir la sécurité alimentaire du pays et 3) développer le potentiel de l'industrie agroalimentaire²⁹.

21. En dépit de l'importance du secteur pour l'économie, de la demande mondiale croissante et de l'existence de conditions commerciales préférentielles pour les produits kirghizes, le Kirghizistan fait face à des obstacles qui l'empêchent d'atteindre son plein potentiel d'exportation, notamment :

- Des problèmes de logistique d'approvisionnement : éloignement des ports maritimes, exploitations situées dans des zones montagneuses, l'insuffisance du réseau ferroviaire ;
- Le manque de connaissances (techniques agricoles, commercialisation, etc.) et d'accès à l'information concernant les normes et les autres obstacles techniques ;
- Le manque de capital des agriculteurs et l'accès limité au financement, qui font obstacle à la modernisation des capacités de production visant à les mettre en conformité avec les normes des marchés d'exportation ;
- Le faible niveau de mécanisation de la production et la prédominance des petits producteurs dans le secteur, auxquels s'ajoute le manque de confiance entre les agriculteurs.

B. Analyse des processus métier

22. D'après les résultats préliminaires, ce n'est pas toujours la complexité des documents requis qui constitue le principal obstacle à la partie « vente » de la transaction commerciale, mais l'absence de réalisation d'économies d'échelle par les petits producteurs et leur incapacité à produire individuellement les volumes nécessaires de produits commercialisables. En outre, les capacités de transformation (par exemple, le séchage) et d'emballage, qui permettraient aux producteurs d'élargir leur gamme de produits et d'en prolonger la durée de conservation, font cruellement défaut.

23. Un autre goulet d'étranglement, lié à la partie « acheminement » de la transaction, est dû à la complexité de la logistique de transport au Kirghizistan. Le principal mode de transport des produits sur lesquels porte l'étude est le camionnage, or les camions ne sont pas toujours disponibles. L'alternative au transport routier, le transport ferroviaire, n'est pas non plus une solution idéale en raison notamment de l'usure du matériel roulant, des longs délais de livraison et des frais de chargement élevés, qui constituent les principaux obstacles au transport par rail³⁰.

²⁹ OMC (2021) Examen des politiques commerciales. Rapport de la République kirghize. À consulter à l'adresse suivante : https://www.wto.org/english/tratop_e/tpr_e/g411_e.pdf.

³⁰ On ne trouvera pas dans le présent document de recommandations relatives à l'infrastructure ou aux transports.

24. Les premières recommandations que l'on pourrait faire à ce stade afin de faciliter le bon déroulement des activités d'exportation sont les suivantes : i) faire en sorte que les agriculteurs coopèrent afin d'augmenter les économies d'échelle, et ii) reproduire les expériences réussies d'agriculture contractuelle (par exemple, les programmes de plantations satellites³¹), afin d'accroître la valeur ajoutée le long des chaînes de valeur agricoles.

C. Normes de qualité

25. L'étude permettra d'évaluer le cadre institutionnel du Kirghizistan relatif à la qualité, tel qu'il est défini dans les politiques de normalisation, les règlements techniques, l'assurance de la qualité, l'accréditation et la métrologie (SQAM). Les différentes réglementations et institutions qui composent le système SQAM au Kirghizistan seront également évaluées, ainsi que leur contribution au cycle de vie des produits, depuis leur conception jusqu'à leur distribution finale, en passant par leur mise sur le marché.

26. Le système de contrôle et de garantie de la qualité au Kirghizistan a fait l'objet de réformes concertées depuis l'adhésion du pays à l'OMC en 1998, afin de garantir sa pleine conformité aux meilleures pratiques internationalement reconnues. Il reste encore cependant des progrès à faire, notamment pour que le pays bénéficie pleinement des schémas SGP et tout particulièrement du régime spécial d'encouragement en faveur du développement durable et de la bonne gouvernance (SPG+) de l'UE, dans la mesure où l'UE a été l'une des principales destinations d'exportation pour les pruneaux et les haricots secs kirghizes.

27. La première série d'entretiens avec les agents économiques a révélé que la principale raison pour laquelle les producteurs kirghizes ne tirent pas pleinement profit du régime SPG+ de l'UE est l'absence de laboratoires de certification ou la mauvaise qualité de ceux-ci. Cette situation oblige les producteurs à faire certifier les marchandises dans les pays voisins, ce qui entraîne des coûts supplémentaires et des retards dans l'exécution des contrats conclus avec les clients. En outre, la plupart des producteurs sont de petits exploitants agricoles qui n'ont pas les moyens de financer des certifications coûteuses, lesquelles peuvent s'élever à 10 000 euros pour certains produits³². D'autres obstacles à l'amélioration du système SQAM au Kirghizistan sont liés au niveau de connaissances et de compétences des fonctionnaires et au manque de coopération entre les institutions.

28. À ce stade, les premières recommandations sont les suivantes : i) amélioration des compétences techniques (par exemple, mise au point et utilisation de techniques de laboratoire modernes) ; ii) investissements dans un système propre à garantir la qualité ; iii) création d'organisations spécialisées ; et iv) réforme du système de contrôle public sur la base de l'analyse des risques.

³¹ Les programmes de plantation satellites sont une forme d'agriculture contractuelle, que l'on peut définir comme des accords contraignants au moyen desquels une entreprise assure son approvisionnement en produits agricoles auprès d'agriculteurs individuels ou de groupes d'agriculteurs. Voir <https://www.oecd.org/daf/inv/mne/48004323.pdf>. Les investissements dans ces programmes doivent se conformer à des principes de développement durable tels que ceux qui sont résumés dans les principes pour un investissement responsable dans l'agriculture qui respecte les droits, les moyens d'existence et les ressources élaborés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Groupe de la Banque mondiale.

³² Voir https://unctad.org/system/files/official-document/ditccplmisc2021d2_en.pdf.
³² Sur la base d'entretiens avec les parties prenantes (mars 2023).

IV. Conclusions

29. Le commerce a un rôle important à jouer pour assurer une croissance économique forte et durable au Kirghizistan. Même si les autorités ont accompli des progrès substantiels en vue d'accélérer l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales et régionales, il reste encore beaucoup à faire pour exploiter pleinement le potentiel du pays, en particulier dans le secteur agricole.

30. L'éloignement des routes maritimes internationales, la topographie difficile et un marché intérieur relativement petit par rapport à celui des pays voisins font partie des difficultés liées à l'enclavement du Kirghizistan qu'il reste à surmonter. S'y ajoutent les obstacles non tarifaires au commerce aux frontières et à l'intérieur des frontières, qui, en gonflant les coûts de transaction, sapent la compétitivité des exportations.

31. Cette étude permettra au Gouvernement de lever efficacement les obstacles pour les quatre produits analysés. Les recommandations permettront de faciliter le commerce international en améliorant l'efficacité des procédures et en tirant ainsi davantage profit des opportunités de croissance générées par les initiatives d'intégration mondiale et régionale, et de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, notamment des objectifs 1 (élimination de la pauvreté), 8 (travail décent et croissance économique), 9 (industrie, innovation et infrastructures) et 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).

32. En remplissant ses trois fonctions principales, à savoir l'élaboration de normes, de règles et d'instruments juridiques, la création d'une plateforme de dialogue et la fourniture d'une assistance technique dans divers secteurs, la CEE est prête à aider le Gouvernement kirghize à appliquer les recommandations qui seront faites, en particulier en ce qui concerne les normes relatives à la facilitation du commerce et aux transactions électroniques, la coopération en matière de réglementation et les normes relatives à la qualité des produits agricoles.
